



Direction générale des Services techniques  
Direction Voirie - Espaces Publics

Objet : **PLA JACQUES-HENRI LARTIGUE - Destination temporaire - Déménagement**

LE MAIRE DE LA VILLE D'ARLES

VU

- La loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative et aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,  
- le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de Police du Maire,  
- l'Article R.610-5 du Code Pénal,  
- les Articles R110-2, R311-1, R.325-12 à R.325-46, R.411-25, R.417-1, R.417-10 à R.417-13, R.432-1, L.325-1 à L.325-13 du Code de la Route,  
l'Article L.241-3-2 du code de l'action sociale et des familles  
- l'Arrêté Général de Circulation, n°17VET028, en date du 4 juillet 2017, réglementant la circulation et le stationnement sur la Ville d'Arles

- Considérant la requête de BOVIS FINE ART, adressée par courrier en date du 10 novembre 2023 par laquelle elle sollicite l'autorisation d'organiser le déménagement les **LUNDI 20 NOVEMBRE 2023 et MARDI 21 NOVEMBRE 2023** ,

- Considérant la nécessité pour le Maire d'assurer la sécurité, le bon ordre public, sur l'ensemble de la Commune.

### ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le stationnement de tous véhicules est interdit : réservé aux véhicule de BOVIS FINE ART  
· **PLACE JACQUES-HENRI LARTIGUE sur 1 place de stationnement le long du mur sous le panneau du nom de place**  
**du 20/11/2023 07:00:00 jusqu'au 21/11/2023 19:00:00**

- Tous conducteurs de véhicules contrevenants seront poursuivis conformément aux lois en vigueur

ARTICLE 2 : Le pétitionnaire devra s'acquitter de la redevance ODP

ARTICLE 3 : Les panneaux relatifs au stationnement seront fournis et mis en place 48 H avant la date

d'interdiction de stationner par l'entreprise BOVIS FINE ART.

ARTICLE 4 : La pré-signalisation, la signalisation de position et les mesures de protection du déménagement nécessaires à la bonne exécution du présent arrêté seront fournies et mises en place par les ateliers municipaux et maintenues en état par l'entreprise BOVIS FINE ART.

L'ensemble de ces dispositions devra être conforme aux réglementations en vigueur et aux éventuelles prescriptions particulières.

ARTICLE 5 : En tout état de cause, la continuité du cheminement piétons protégé de la circulation d'une largeur de 1,40 m minimum, devra être maintenue.

ARTICLE 6 : L'entreprise évitera toute activité hors de l'emprise du déménagement.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire prendra toutes dispositions nécessaires pour permettre aux riverains et à leurs fournisseurs d'accéder aux habitations.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'État et de sa publication et/ou notification. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai. Le tribunal administratif peut être saisi de manière dématérialisée par le biais de l'application « télérécourse citoyen » accessible depuis le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

ARTICLE 9 : L'entreprise BOVIS FINE ART demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution du déménagement ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection du déménagement.

ARTICLE 10 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 11 : Madame la Directrice Générale des Services, M. le Commissaire Divisionnaire, M. le Chef de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

ARTICLE 12 : L'ampliation du présent arrêté sera notifiée à BOVIS FINE ART

Arles, le 14 novembre 2023

Le Maire d'Arles

Patrick de Carolis

